



*"A healthy English-speaking community in
a secure French-speaking Quebec.
A strong Quebec in a united Canada."*

Conseil
d'administration

Arthur Ayers
Audrey Bureau
Patricia Cassidy
Bryan Daly
Joseph Mackevic
Clinton McCrank
Nancy Peppy
Elaine Plummer
James Shea
Frank Therien

Exécutif

James Shea
Président

Arthur Ayers
Vice-Président

Clinton McCrank
Secrétaire

Joseph Mackevic
Trésorier

Directeur executive
Brian Rock

Agent
d'administration et
des communications
Aldo Jauregui

Coordonnateur de la
jeunesse et des sports
Gabriel D'Astous

Comptable
Ricardo Barajas
Zazueta

MÉMOIRE SUR LE PROJET DE LOI 86

Une loi modifiant l'organisme et la gouvernance des commissions scolaires en vue
de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents
au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire

présenté à:

CCE - 069M
C.P. – P.L. 86
Organisation et
gouvernance des
commissions scolaires
TEXTE FRANÇAIS

Commission de la culture et de l'éducation

de l'Assemblée nationale du Québec

le 24 mars 2016

à la ville de Québec

par l'Association Régionale des West Quebecers (RAWQ)

M. James Shea, président

Un membre du réseau Quebec Community Groups Network (QCGN)

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
INTRODUCTION	3
VISION	3
ÉNONCÉ DE MISSION	3
OBJECTIFS PRIORITAIRES ET STRATÉGIE DE SOUTIEN	3
ANGLOPHONES DU QUÉBEC: UN PARTENAIRE	4
LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC N'EST PAS À L'ÉCOUTE DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE	5
DROITS DÉMOCRATIQUES	5
LES DROITS DES QUÉBÉCOIS À L'ÉDUCATION EN ANGLAIS	6
Commentaire personnel	6
Commentaire personnel supplémentaire	7

181, rue Principale, Unité A-11 Gatineau QC J9H 6A6 819 682-9602 or 1 877-733-0177 Fax: 819.682.4033
Email: ed@westquebecers.ca www.westquebecers.ca

The Regional Association of West Quebecers is funded by

Canada

Canadian Patrimoine
Heritage canadien

INTRODUCTION

L'Association régionale des West Quebecers (RAWQ) a bâti sa réputation sur la fourniture de programmes et de services à la communauté anglophone de l'ouest du Québec depuis 1981.

L'organisme continue d'être dédié à la communauté anglophone minoritaire de l'ouest du Québec dans le cadre de son engagement envers la promotion de la vitalité des communautés, tout en préconisant le respect envers la communauté majoritaire. Au cours des dernières années, le niveau d'activité du RAWQ s'est accru de manière significative, ce qui a placé une demande encore plus grande sur les ressources financières. Ces ressources demeurent limitées, et ce malgré la taille, la diversité, et la répartition géographique de la communauté que nous desservons. RAWQ se situe principalement dans la ville de Gatineau, ainsi que dans les régions rurales du Pontiac et de Gatineau, qui se trouvent dans le territoire desservi par la Commission scolaire de l'Ouest Québec, un organisme pour lequel je suis fier d'être président.

VISION

- Une communauté anglophone en santé dans un Québec francophone sécuritaire. Un Québec fort dans un Canada uni.

ÉNONCÉ DE MISSION

La RAWQ soutient la population anglophone de l'ouest du Québec en favorisant un environnement dans lequel elle peut prospérer.

A cet effet, elle poursuit les objectifs suivants :

- Encourager la création et mise en oeuvre de programmes de la santé, sociaux, éducatifs et culturels
- Améliorer l'accès aux services et aux renseignements en anglais ainsi que l'instruction en français langue seconde
- Soutenir les activités culturelles et artistiques au sein de la population Anglophone
- Fournir aux jeunes des opportunités d'influencer RAWQ et la collectivité
- Établir et maintenir des bonnes relations avec la majorité francophone
- Servir comme un centre d'information et de ressources pour la communauté
- Encourager la participation des anglophones au sein des organismes décisionnels importants de la région
- Promouvoir les droits des communautés linguistiques en situation minoritaire à travers le pays
- Faire valoir les intérêts de la communauté anglophone de l'ouest du Québec auprès des élus

OBJECTIFS PRIORITAIRES ET STRATÉGIE DE SOUTIEN

Le Plan stratégique du RAWQ articule quatre objectifs prioritaires. Ces objectifs fournissent une direction et un cadre de planification pour les cinq prochaines années. Ces objectifs se chevauchent et sont reliés. Collectivement, ils permettront RAWQ de se

181, rue Principale, Unit A-11 Gatineau QC J9H 6A6 819 682-9602 or 1 877-733-0177 Fax: 819.682.4033
Email: ed@westquebecers.ca www.westquebecers.ca

The Regional Association of West Quebecers is funded by

Canada

Canadian Patrimoine
Heritage canadien

rapprocher de son objectif fondamental - de servir et de soutenir la population anglophone de l'ouest du Québec en favorisant un environnement où elle peut prospérer. Il est reconnu que ce plan stratégique est un «document vivant». L'interprétation et la signification des quatre objectifs prioritaires évolueront, et la façon dont ils seront mis en œuvre reflétera l'évolution des circonstances à venir.

Les quatre objectifs prioritaires sont:

1. Accroître et maintenir la capacité organisationnelle de RAWQ grâce à une structure de gouvernance solide.
2. Développer et maintenir un plan de communication stratégique qui permettra de relier et d'informer la communauté anglophone de l'ouest du Québec .
3. Maintenir le rôle de soutien de RAWQ envers les activités culturelles.
4. Engager, permettre et encourager la communauté anglophone à participer activement dans la communauté de l'ouest du Québec .

ANGLOPHONES DU QUÉBEC : Un partenariat

L'Association régionale des West Quebecers (RAWQ) est un groupe membre du Quebec Community Groups Network (QCGN). Il est important que le gouvernement du Québec reconnaisse et consulte sa communauté anglophone et plus particulièrement dans l'ouest du Québec avec l'Association régionale des West Quebecers, un partenaire engagé qui a le succès du Québec à coeur.

Il est grand temps pour le gouvernement du Québec d'impliquer d'une manière substantielle et constructive sa communauté anglophone dans le développement des politiques touchant des enjeux qui affectent et sont importants pour tous les citoyens du Québec.

Lors de l'élection de 2014, notre communauté était consciente du fait que la CAQ a plaidé pour l'élimination des commissions scolaires et que le PQ a aussi fait des déclarations au sujet de l'élimination des CÉGEPS. D'après ce dont je me souviens, et considérant mes ressources limitées, il est surprenant que le PLQ n'a fait aucune mention de la restructuration de la gouvernance des conseils scolaires au cours de la campagne. Suite à son élection en tant que gouvernement du Québec, il y a eu une discussion divisive et limitée concernant une réduction significative du nombre de conseils scolaires, réduisant ainsi le nombre des conseils scolaires anglophones de neuf à sept. Cela a été capturé et remplacé par le projet de loi 86 qui est la raison de notre présence ici aujourd'hui.

Il y a une hypothèse importante (correcte ou non) voulant que le PLQ, qui milite pour un Québec fort dans un Canada fort, proposerait une loi qui élimine le dernier et le seul véritable vestige de la minorité linguistique anglophone. Ce fût une véritable surprise. Je suis aussi le président élu de la Commission scolaire Western Québec et le seul représentant dûment élu de la communauté anglophone dans notre vaste territoire qui comprend pas moins de huit circonscriptions provinciales.

Il est troublant de constater que la seule consultation à grande échelle visible avec la communauté anglophone avant la rédaction du projet de loi 86 a été fait par le Groupe

181, rue Principale, Unité A-11 Gatineau QC J9H 6A6 819 682-9602 or 1 877-733-0177 Fax: 819.682.4033
Email: ed@westquebecers.ca www.westquebecers.ca

The Regional Association of West Quebecers is funded by

Canada

Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

d'étude des systèmes électoraux, présidé par l'honorable Marlene Jennings, qui au cours des mois de juin, juillet et août 2015 a reçu des mémoires et entendu les préoccupations dans le cadre des présentations faites devant le Groupe spécial.

La Commission scolaire Western Québec, avant d'adopter une position sur le projet de loi 86, et avec la coopération des parents, des écoles, ainsi que RAWQ, a tenu des réunions communautaires afin de fournir un aperçu du projet de loi 86 et de recevoir des commentaires. Des réunions de citoyens sur le projet de loi 86 ont été organisées en janvier 2016 à l'école secondaire Pontiac à Shawville, à l'école primaire Wakefield à Wakefield, et au bureau de la Commission scolaire Western Québec à Gatineau. Celles-ci ont également été rendues disponibles à la population en général grâce à la vidéo sur Internet. Les trois sessions ont été très suivies, les parties intéressées ont été entendues, et les périodes de questions et réponses lors de ces rencontres ont conduit à des débats inspirés qui ont continué longtemps après la fin des réunions. Il convient de noter que ces réunions comprenaient des représentants de nos collectivités du nord de Maniwaki, Val-d'Or et Rouyn-Noranda, ainsi que du Témiscamingue. Notre organisme partenaire à Rouyn-Noranda, Neighbours, a également participé.

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC N'EST PAS À L'ÉCOUTE DE SA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE

La communauté anglophone du Québec n'est pas équitablement représentée au sein de la fonction publique provinciale ou au sein des partis politiques du Québec. Il en résulte que la communauté anglophone du Québec n'est pas entendue dans l'espace public, et nos objectifs et préoccupations sont inconnus ou mal compris.

Il est important pour le gouvernement du Québec de fournir de plus grandes opportunités pour la population anglophone du Québec de s'impliquer dans la fonction publique provinciale en encourageant les anglophones à appliquer sur des postes alors qu'ils deviennent disponibles, ainsi qu'en faisant la promotion de ceux-ci par le biais de publicité et de promotion efficace.

Encourager les anglophones à participer plus activement dans la vie politique du Québec est un autre défi. Le sexe et la distribution linguistique des membres élus de l'Assemblée nationale devrait mieux refléter le sexe et la démographie linguistique de la population en général.

DROITS DÉMOCRATIQUES

Le gouvernement du Québec doit protéger et promouvoir les droits des québécois et ne devrait pas les limiter ni confondre ni camoufler leur application dans le domaine public. Dans notre tradition démocratique, le gouvernement doit agir d'une façon positive avec l'autorité déléguée du peuple. Le gouvernement ne doit pas dicter unilatéralement aux Québécois comment les droits individuels peuvent être exercés. Le gouvernement ne doit pas retirer ni restreindre les droits individuels. Tout Québécois légalement qualifié a le droit d'être candidat et de voter lors d'une élection. Le suffrage universel est un droit politique garanti dans la gouvernance des conseils scolaires.

Les conseils scolaires élus remontent à 1842 lorsque la 'Loi sur les écoles du Bas-Canada' a autorisé la création de districts scolaires, prévue l'élection des commissaires

181, rue Principale, Unité A-11 Gatineau QC J9H 6A6 819 682-9602 or 1 877-733-0177 Fax: 819.682.4033
Email: ed@westquebecers.ca www.westquebecers.ca

The Regional Association of West Quebecers is funded by

Canada

Canadian Patrimoine
Heritage canadien

d'écoles, et mis en place une taxe foncière pour financer la construction d'écoles. Ces lois forment la base qui a été conçue afin d'inclure les enfants de toutes les croyances religieuses ainsi que pour recevoir l'enseignement en anglais ou en français.

Ce processus similaire de gouvernance a constitué la base des élections municipales, provinciales et nationales en vertu du principe de la taxation avec représentation.

Le gouvernement du Québec doit prendre des mesures pour protéger et améliorer ses écoles anglophones en tant que dernières institutions anglophones du Québec. Le financement égal n'est pas suffisant. L'équité implique clairement un financement additionnel et du soutien, tel qu'il est clairement démontré dans la façon dont la minorité de langue française est traitée en dehors du Québec.

LES DROITS DES QUÉBÉCOIS À L'ÉDUCATION EN ANGLAIS

En plus d'offrir une excellente éducation pour les élèves, les écoles publiques anglophones du Québec existent pour préserver et promouvoir la langue et la culture unique du Québec d'expression anglaise. Les écoles sont des institutions centrales qui jouent un rôle clé dans la communauté anglophone du Québec. Dans de nombreuses communautés, l'école est la dernière institution autogérée. Le gouvernement du Québec doit reconnaître et soutenir les droits linguistiques et culturels de la communauté anglophone du Québec. L'école est l'institution la plus importante pour assurer la survie de la minorité de langue officielle. Le droit à l'éducation dans la langue minoritaire est un droit collectif et non pas individuel. La gestion et le contrôle de nos établissements d'enseignement ne peuvent pas être unilatéralement et capricieusement restreints ou dictés par le gouvernement.

Commentaire personnel:

Puisque que je n'aurai probablement jamais une autre occasion de faire une présentation à un si important groupe de décideurs, dans ma province de naissance et dans laquelle j'ai demeuré toute ma vie, permettez-moi de faire quelques observations personnelles.

Je suis un éducateur certifié et qualifié qui a reçu toute ma formation de base au Québec. J'ai aussi plus de 35 années de service en tant que chef de file au Québec et en Ontario.

J'ai travaillé pendant neuf ans comme défenseur pancanadien pour l'apprentissage du français langue-seconde à travers le Canada.

J'ai servi sur le comité directeur pour « Le Grands Sommets de la Francophonie », parrainé par la FCFA.

Je suis un commissaire d'école depuis la mise sur pied des commissions scolaires linguistiques au Québec.

Je suis membre du conseil d'administration du CÉGEP Heritage College à Gatineau. Je suis vice-président du Quebec Community Groups Network (QCGN).

181, rue Principale, Unit A-11 Gatineau QC J9H 6A6 819 682-9602 or 1 877-733-0177 Fax: 819.682.4033
Email: ed@westquebecers.ca www.westquebecers.ca

The Regional Association of West Quebecers is funded by

Canada

Canadian Patrimoine
Heritage canadien

Nous avons un grave problème au Québec, où un Québécois sur cinq âgé entre 16-65 ans est susceptible de rencontrer des difficultés de lecture. Plus d'un million (1 000 000) de citoyens sont analphabètes. Source: www.fondationalphabétisation.org/en/

Commentaire personnel supplémentaire:

Au Québec, nous avons un système scolaire élitiste, et l'élitisme génère la médiocrité. Le système scolaire anglophone est élitiste parce que la loi 101 interdit l'inscription de 80% de sa population. Cela comprend une partie de la population du Canada et l'ensemble des nouveaux arrivants:

- Les parents anglophones ont la possibilité d'envoyer leurs enfants dans les écoles publiques francophones tout en conservant leur identité en tant que membres de la communauté anglophone.
- Les familles francophones qui en sont éligibles sous la loi 101 choisissent d'inscrire leurs enfants dans les écoles anglaises afin qu'ils deviennent bilingues.
- Le Québec subventionne l'enseignement scolaire privé; offrant ainsi à ceux qui peuvent se le permettre de faire instruire leurs enfants dans des écoles privées (ou semi-privées).

Ce n'est pas la gouvernance qui doit être revue. C'est la prestation d'une éducation de qualité qui doit être réexaminée.

Ministre Proulx, cela ne devrait pas être un exercice politique. Je vous exhorte à mettre un terme au projet de loi 86 et à engager nos communautés professionnelles dans un dialogue sur l'amélioration de notre système d'éducation au Québec.

Ministre Proulx, vous avez la possibilité d'améliorer la direction de Paul Gérin-Lajoie et de devenir le vrai ministre de l'éducation. Je vous demande de conseiller au premier ministre Couillard de retirer le projet de loi 86 et de mandater une assemblée générale afin de recueillir des données et d'établir des objectifs éducatifs pour tous les Québécois. Nous sommes prêts à travailler avec vous.

Merci.

Regional Association of West Quebecers

www.westquebecers.ca



*"A healthy English-speaking community in
a secure French-speaking Quebec.
A strong Quebec in a united Canada."*

Board of Directors

Arthur Ayers
Audrey Bureau
Patricia Cassidy
Bryan Daly
Joseph Mackevic
Clinton McCrank
Nancy Peppy
Elaine Plummer
James Shea
Frank Therien

Executive

James Shea
President

Arthur Ayers
Vice-President

Clinton McCrank
Secretary

Joseph Mackevic
Treasurer

Executive

Director
Brian Rock

Administration and Communications Officer

Aldo Jauregui

Co-ordinator of Youth and Sports

Gabriel D'Astous

Accountant

Ricardo Barajas
Zazueta

BRIEF ON BILL 86

An Act to modify the organization and governance of school boards to give schools a greater say in decision-making and ensure parents' presence within each school board's decision-making body

Presented to:

The Committee on Culture and Education

of the National Assembly of Quebec

on Thursday, March 24th, 2016

in Quebec City

by the Regional Association of West Quebecers (RAWQ)

Mr. James Shea, President

A Member of the Quebec Community Groups Network (QCGN)

TABLE OF CONTENTS

TITLE	Page
TITLE PAGE	1
TABLE OF CONTENTS	2
INTRODUCTION	3
VISION	3
MISSION STATEMENT	3
PRIORITY GOALS AND SUPPORTING STRATEGY	4
ENGLISH-SPEAKING QUEBEC: A Partner	5
THE GOVERNMENT OF QUEBEC IS NOT LISTENING TO ITS ENGLISH-SPEAKING COMMUNITY	6
DEMOCRATIC RIGHTS	7
THE MINORITY LANGUAGE EDUCATION RIGHTS OF QUEBECERS	7
Personal Commentary	8
Additional Personal Commentary	9

INTRODUCTION

The Regional Association of West Quebecers (RAWQ) has built its reputation on providing programs and services to the English-speaking community of West Quebec since 1981.

The organization continues to be dedicated to the minority English-speaking community of West Quebec as part of its commitment towards fostering community vitality while embracing the value of respect for the majority community. In recent years, RAWQ's level of activity and output has expanded significantly and places even greater demands on internal resources. These resources remain limited despite the size, diversity and geographical spread of RAWQ's constituency. The geographic location of RAWQ is primarily in the City of Gatineau as well as rural Pontiac and Gatineau which is part of the jurisdiction served by the Western Quebec School Board that I am proud to Chair.

VISION

- A healthy English-speaking community in a secure French-speaking Quebec. A strong Quebec in a united Canada

MISSION STATEMENT

- RAWQ supports the English-speaking population of West Quebec by fostering an environment in which it can thrive.

To this end, it pursues the following objectives:

- Encourage the creation and implementation of health, social, educational and cultural programs
- Improve access to English services and information, and to instruction in French as a second language
- Support cultural and artistic activities in the English-speaking population
- Provide the means for youth to exercise influence within the organization and the community at large
- Nurture relations with the French-speaking majority
- Serve as an information and resource center for the community
- Encourage the participation of English-speaking people in the region's decision-making bodies
- Promote the rights of minority official language communities across the country
- Advocate to political authorities for the interests of the English-speaking community of West Quebec

PRIORITY GOALS AND SUPPORTING STRATEGY

The RAWQ Strategic Plan articulates four priority goals to provide direction and a planning framework over the next five years. These goals are overlapping and interconnected and when pursued collectively will enable RAWQ to move closer to its fundamental goal - to serve and support the English-speaking population of West Quebec by fostering an environment which it can thrive. It is recognized that this strategic plan is a 'living document'. The interpretation of the meaning of the four priority goals will evolve and how they are implemented will reflect changing circumstances.

The four priority goals are:

1. To build and maintain RAWQ's organization capacity through a strong governance structure.
2. To build and maintain a strategic communication plan that will connect and inform the English-speaking community of West Quebec.
3. To maintain RAWQ's support role for cultural activity.
4. To engage, enable and encourage the English-speaking community to be active participants in the West Quebec community.

ENGLISH-SPEAKING QUEBEC: A Partnership

The Regional Association of West Quebecers (RAWQ) is a member group of the Quebec Community Groups Network (QCGN). It is important that the Government of Quebec recognize and consult with its English-speaking community and more specifically in West Quebec with the Regional Association of West Quebecers as a willing and contributing partner in Quebec's success.

It is high time for the Government of Quebec to substantively and constructively engage its English-speaking community in the development of policies concerning issues that are important to and affect all Quebec citizens.

During the election of 2014, our community was aware that the CAQ alone advocated for the elimination of school boards and that the PQ made statements about the elimination of CEGEPS. In my recollection and limited resources, it comes as a surprise that the PLQ made no mention of restructuring of school board governance during the campaign. Following the election as the Government of Quebec, there was a divisive and thwarted discussion on the significant reduction of the number of school boards thus reducing the number on English-language school boards from nine to seven. This was retrieved and replaced with Bill 86 and the reason for our presence here today.

There is a significant assumption (correct or not) that the PLQ which advocates for a strong Quebec within a strong Canada would propose legislation that eliminates the last and only true vestige of the English-speaking minority. This came as quite a surprise. I am also the elected Chairman of the Western Quebec School Board and the only duly elected representative of the English-speaking community in our vast territory covering no less than eight provincial MNA jurisdictions.

It is disturbing that the only visible meaningful widespread consultation with the English-speaking community prior to the drafting of Bill 86 was done by the Election Systems Study Panel, chaired by the Honourable Marlene Jennings, who during June, July and August of 2015 received briefs and heard about the concerns in the presentations made before the Panel.

The Western Quebec School Board, prior to undertaking a position on Bill 86 and with the cooperation of local parent, home and school and RAWQ undertook community meetings in order to provide an overview of what Bill 86 and to receive feedback. Town Hall Meetings on Bill 86 were organized in January of 2016 at Pontiac High School in Shawville, at Wakefield Elementary School in Wakefield, and at the Western Quebec School Board Office in Gatineau, where live-streaming was available to the population at large. All three sessions were well attended, interesting addresses were heard, and the question and answer portions of the evenings led to some inspired debates that continued on long after the adjournments of the meetings. It should be noted that these meetings included representation from our northern communities of Maniwaki, Val-d'O and Rouyn-Noranda as well as Temiscamingue. Our partner organizing in Rouyn-Noranda, Neighbours, also participated.

THE GOVERNMENT OF QUEBEC IS NOT LISTENING TO ITS ENGLISH-SPEAKING COMMUNITY

The English-speaking community of Quebec is not equitably represented within Quebec's Provincial civil service or the political parties of Quebec. As a consequence of this, English-speaking

Quebec is not being heard in the public space, and our goals and concerns are unknown or misunderstood.

It is important for the Government of Quebec to provide greater opportunities for the English-speaking population of Quebec to become more involved with the provincial civil service by encouraging applications for positions as they become available and increasing public awareness through effective means of publicity and promotion.

Encouraging greater involvement in the political life of Quebec is another challenge. The gender and linguistic distribution of elected Members of the National Assembly should better reflect the gender and linguistic demographics of the population at large.

DEMOCRATIC RIGHTS

The Government of Quebec must protect and advance the rights of Quebecers, not restrict and not confuse nor camouflage their application in the public domain. In our traditions of democracy, the government must act in a positive fashion with the delegated authority of the people. The government must not dictate unilaterally to Quebecers how individual rights will be enjoyed. The government must not remove nor restrict individual rights. Every legally qualified Quebecer has the right to be a candidate and to vote in an election. Universal suffrage is a guaranteed political right in school board governance.

Elected school boards date back to 1842 when the Commons School Act of Lower Canada authorized the establishment of school districts, provided for the election of school trustees and put in place a property tax to finance the building of schools. These laws formed the basis that was designed to include children from all religious backgrounds and to receive instruction in English or French.

This similar process of governance formed the basis of municipal, provincial and national elections under the premise of taxation with representation.

The Government of Quebec must take steps to protect and enhance its English-speaking schools as the last English institutions in Quebec. Equal funding is not sufficient. Equity clearly implies additional funding and support which is clearly demonstrated as to how the French-speaking minority is treated outside Quebec.

THE MINORITY LANGUAGE EDUCATION RIGHTS OF QUEBECERS

In addition to providing excellent education to students, Quebec's English public schools exist to preserve and promote the language and unique culture of English-speaking Quebec. Schools are central and key institutions of the English-speaking community of Quebec. In many communities, the school is the last self-governed institution. The Government of Quebec must recognize and support the linguistic and cultural rights of the English-speaking community of Quebec. A school is the single most important institution for the survival of the official language minority. Minority Language Educational Rights are collective, not individual in nature. Management and control of our educational institutions cannot be unilaterally and capriciously restricted or dictated by government.

Personal Commentary:

Since I will probably never again have the opportunity to make a presentation to such an important group of decision makers in the province of my birth and as a lifetime resident, let me be permitted some personal observations.

I am a certified and qualified educator who received all of my basic training in Quebec, and I have an experience of more than 35 years of leadership service in Quebec and Ontario.

I worked for nine years as a pan-Canadian advocate for French-second language learning across Canada.

I was a member of the steering committee for “Le Grands Sommets de la Francophonie” sponsored by FCFA.

I have been a school commissioner since the establishment of linguistic school boards in Quebec

I am a member of the Board of Directors of CEGEP Heritage College in Gatineau.

I am Vice-president of the Quebec Community Groups Network (QCGN).

We have a serious problem in Quebec where 1 in 5 Quebecers aged 16-65 is likely to encounter reading difficulties,

Over one million (1 000 000) residents are illiterate.

Source: www.fondationalphatebitasation.org/en/

Additional Personal Commentary:

In Quebec we have an elitist school system, and elitism breeds mediocrity.

The English school system is elitist in that Law 101 forbids enrolment from 80% of its population. This includes a defined population of Canada and the entire new arrival community:

- English-speaking parents have the option of sending their children to French-speaking public schools while maintaining their identity as members of the English-speaking community.
- Francophone family units who are Law 101 eligible are selecting to enrol their children in English schools in order for their children to become bilingual.
- Quebec subsidizes private school education; thus providing those who can afford it to have their children educated in private (or semi-private) schools.

It is not governance that needs review. It is a review of the delivery of quality education that needs to be looked.

Minister Proulx, this should not be a political exercise.

I urge you to call a halt to Bill 86 and to engage our professional communities in dialogue about improving our Quebec education system.

Minister Proulx, you have the opportunity to enhance the leadership of Paul Gerin-Lajoie and become the true education minister.

I urge you to advise Premier Couillard to withdraw Bill 86 and mandate an Estates-General to gather data and establish educational goals for all Quebecois. We are prepared to work with you. Merci.